

LETTRE D'ACTUALITÉS DÉVELOPPEMENT DURABLE Brésil

Une publication du SER de Brasília
N° 94 - Mai 2026

Sommaire

Focus | La déforestation atteint **son plus bas niveau depuis 2019** et passe **sous le seuil du million d'hectares** déboisés par an

Amazonie et Biomes

- Le brésilien Re.Green a vendu à Microsoft **un premier lot de crédits carbone issu de la restauration d'espèces natives** de la Mata Atlântica
- Une étude menée en Amazonie sur 22 ans **écarter la théorie de la savanisation** du biome

Energie et mines

- Le Brésil avance vers **la mise en place d'une politique sur les minerais critiques**, dans un contexte de compétition autour des terres rares évoquée entre les Présidents Lula et Trump le 7 mai.
- **Feu vert pour l'éthanol de maïs brésilien dans le transport maritime**, dans un contexte de forte demande liée à la crise du détroit d'Ormuz

Environnement & Climat

- Dans la perspective de l'application prochaine du **Règlement Déforestation de l'Union Européenne (RDUE)**, une nouvelle Plateforme socio-environnementale brésilienne permet de **tracer les matières premières**

Infrastructures & Transports

- Le gouvernement Lula poursuit la **transformation du système logistique brésilien** avec une nouvelle série d'appels d'offre portuaires et ferroviaires

Suivi des alertes de déforestation

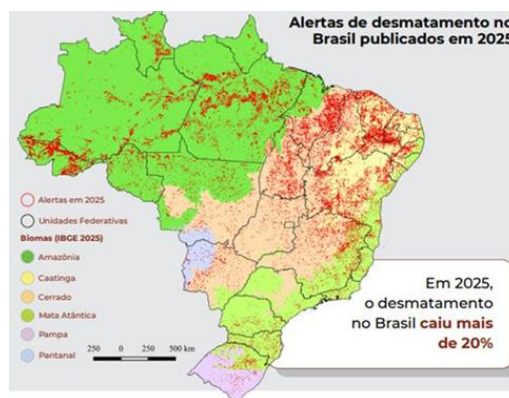
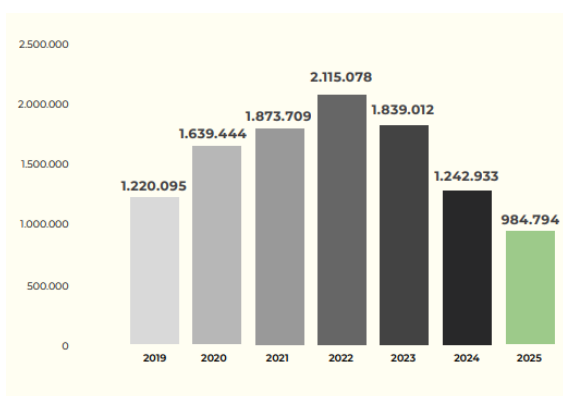
FOCUS

La déforestation atteint son plus bas niveau depuis 2019 et passe sous le seuil du million d'hectares déboisés par an

Le réseau MapBiomias¹ a publié le 27 mai son **Rapport sur l'état de la déforestation au Brésil (RAD2025)**. Les données présentées font état d'une **baisse de 20,6%** de la déforestation entre 2024 et 2025, portant la surface déboisée annuelle **sous le seuil du million d'hectares (984 794 ha)** pour la première fois depuis 2019, date de début des relevés. Malgré ces résultats, entre 2019 et 2025, le Brésil a perdu un total cumulé de **10 913 065 ha** de végétation native, et en 2025, la superficie déboisée moyenne était de **2 698 ha/jour**.

A gauche : Déforestation au Brésil en ha entre 2019-2025²

A droite : Répartition géographique des alertes à la déforestation (en rouge) en 2025



Une baisse généralisée à l'ensemble des biomes

Pour la première fois, l'ensemble des six biomes du pays enregistrent une baisse de leur niveau de déforestation, après une tendance à la hausse dans le Cerrado, où la déforestation a atteint son plus haut niveau en 2023. Deuxième plus vaste biome du Brésil après l'Amazonie, le **Cerrado** est le biome le plus affecté par la déforestation : il ne couvre que 24% du territoire brésilien mais concentre **près de 55% de la déforestation nationale en 2025**. La surface déforestée dans le biome connaît toutefois une baisse significative entre 2024 et 2025 (-16,9%) et atteint 540 614 ha, dont 70% sont concentrés dans la région du Matopiba³ sous la pression de l'expansion agricole. En **Amazonie**, la baisse atteint **23,5% par rapport à 2024 (-289 478 ha)**, soit la réduction la plus importante depuis le début des relevés MapBiomias en 2019. Le **Pantanal, biome semi-humide**, affiche la plus forte réduction proportionnelle parmi les biomes, de **48,4% par rapport à 2024 (-12 260 ha)**.

L'Etat amazonien du **Pará** est l'Etat **le plus déboisé** sur la période 2019-2025, avec plus de **2 M d'ha** affectés, bien qu'il enregistre une **baisse de 40% en 2025**. Dans l'**Amapa**, Etat frontalier de la Guyane française, la baisse enregistrée atteint **15% entre 2024 et 2025**. Au niveau des municipalités, la moitié d'entre elles, soit **2 932 municipalités**, ont connu au moins un évènement de déforestation détecté et validé en 2025.

¹ MapBiomias Brasil est une initiative collaborative qui cartographie et surveille les changements dans l'utilisation et la couverture des sols sur l'ensemble du territoire national. Elle fournit des données annuelles détaillées sur la déforestation, les feux de forêt, l'expansion urbaine, l'exploitation minière et l'agriculture à l'aide d'images satellites et de l'intelligence artificielle.

² Source : Rapport Annuel sur la Déforestation 2025 de MapBiomias

³ Région du Cerrado couvrant des portions des États du Maranhão, Tocantins, Piauí et Bahia, considérée comme la principale frontière d'expansion agricole du Brésil et la principale zone de production de soja.

Une baisse attribuée, entre autres, au renforcement des politiques de contrôle

Selon MapBiomas, **65%** des alertes de perte de végétation ont donné lieu à une intervention des autorités en 2025, contre **54% en 2024** et seulement **5% en 2019**. Pour le Ministère de l'Environnement brésilien, plusieurs mesures expliquent ces résultats : le déploiement des **Plans d'action pour la prévention et le contrôle de la déforestation** (PPCD) dans tous les biomes, le **renforcement des inspections par l'IBAMA et l'ICMbio**, et l'introduction de **nouvelles règles d'accès au Crédit Rural conditionnées à la préservation de la végétation native**.

Les propriétés rurales seraient responsables de **86% de la déforestation nationale**, dont seule 0,6% est déclarée sur le Registre Environnemental Rural. Il est estimé que **89 % des surfaces déboisées au Brésil en 2025** présentaient au moins un indice d'irrégularité, c'est-à-dire que les alertes ne coïncident pas spatialement avec des autorisations, surviennent dans des territoires protégés ou dans des zones sous embargo. Depuis 2019, seule **5,5 %** de la superficie totale déboisée au Brésil n'affiche **aucun indice d'illégalité ou d'irrégularité**.

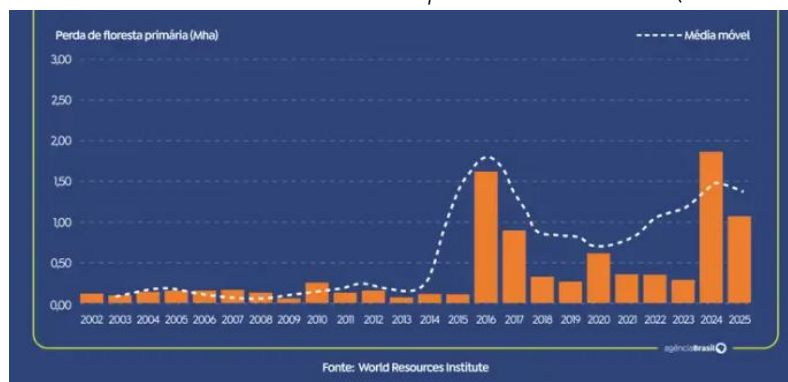
Le renforcement des contrôles suscite de vives critiques du secteur de l'agriculture et de l'élevage et se traduit par **l'adoption récente par la Chambre des députés d'un projet de loi assouplissant les contrôles de déforestation, en rendant pratiquement impossible l'utilisation d'images satellites** par l'IBAMA pour la mise en œuvre d'actions visant à protéger les zones déboisées (autorisations, embargos, évaluations, amendes).

L'expansion des terres agricoles et les incendies, principales pressions sur les forêts

Les données de MapBiomas attribuent **97%** de la perte de la végétation à **l'expansion agricole** sur les sept dernières années et **99% en 2025**. Marginale, la déforestation liée aux activités minières est majoritairement concentrée en **Amazonie (99%)**, tandis que celle liée aux projets d'énergie renouvelable affecte principalement la **Caatinga, biome semi-aride du Nordeste brésilien (97%)**. La déforestation associée à **l'expansion urbaine continue de progresser (+7% en un an)**, principalement dans le **Cerrado** et **l'Amazonie**.

La principale limite du rapport réside dans **la non-prise en compte de la déforestation attribuable aux incendies**, en forte progression au cours de la dernière décennie : **43%** de la surface brûlée au Brésil au cours des 40 dernières années l'a été entre 2016 et 2026. Selon le bilan annuel Global Forest Watch du World Resources Institute (WRI), **les pertes annuelles liées aux incendies au Brésil atteignent l'année dernière le 3e rang le plus élevé depuis 2001**. **Les incendies causent désormais 2 fois plus de pertes forestières qu'il y a 20 ans au Brésil**. A l'échelle mondiale, les incendies constituent pour la première fois, depuis 2024, **la première cause de perte de couvert forestier**, devant l'expansion agricole. Le Brésil est le **premier pays du monde en superficie de forêt primaire perdue** en 2025, devant la Bolivie et la République Démocratique du Congo. (Articles [ici](#), [ici](#), [ici](#), [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Pertes forestières liées aux incendies au Brésil sur la période 2002-2025 (Source : WRI)



Amazonie et Biomes

Le brésilien Re.Green a vendu à Microsoft un premier lot de crédits carbone issu de la restauration d'espèces natives de la Mata Atlântica

La société brésilienne Re.Green, spécialisée dans la restauration forestière à grande échelle, a réalisé une première émission de crédits carbone issus de la restauration d'espèces natives de la Mata Atlântica, le biome le plus dégradé du Brésil. Les crédits ont été achetés par Microsoft. Au total, près de 37 000 crédits ont été générés et certifiés par l'organisme international Verra, à la suite de la restauration de 1 600 hectares dans le sud de l'Etat de Bahia (nord du Brésil) entre 2022 et 2025. Les espèces replantées, parmi lesquelles figurent le jequitiba-rosa, l'ipê, le pau-brasil et le jatoba, atteignent aujourd'hui entre 7 et 10 mètres de hauteur. **Le contrat (initié en 2024) prévoit l'achat de près de 3,5 millions de tonnes de carbone et la restauration de plus de 300 000 hectares en Amazonie et dans la Mata Atlantica sur 15 ans.**

Ce premier lot s'inscrit dans un objectif plus large de Re.Green de délivrer 120 000 crédits carbone en 2026, en intégrant de nouveaux projets dans la Mata Atlantica et en Amazonie. Re.Green gère à ce stade un portefeuille de 90 000 hectares, dont 24 000 en cours de restauration. Ce volume reste cependant très modeste au vu des besoins de restauration forestière du Brésil (12 M has). **Le montant des contrats conclus par Re.Green à ce jour avec ses clients, dont Microsoft, Nestlé et Vivo, avoisine néanmoins le demi-milliard de dollars.** (Article [ici](#) et [ici](#))

Une étude menée en Amazonie sur 22 ans écarte la théorie de la savanisation du biome

Une recherche sur plus de 20 ans à Querência, dans le Mato Grosso, portant sur les impacts des sécheresses et feux de forêt dans les aires sous pression agricole, réfute la thèse de la savanisation de la forêt amazonienne. **Cette thèse de savanisation est défendue par une partie de la communauté scientifique depuis les années 1990.** Les chercheurs ont ainsi observé un retour progressif des espèces forestières d'origine dans les zones dégradées, plutôt qu'une substitution de la forêt par une végétation typique des savanes (herbes, arbustes). Ainsi, si les incendies affaiblissent les sols, ils n'empêcheraient pas pour autant la capacité de la forêt à se régénérer.

Initiée en 2004 sur 150 hectares soumis à différents régimes de perturbations (brulages annuels, triennaux vs. absence de feux de forêt), l'étude a d'abord enregistré un appauvrissement de la biodiversité de 20% à 46% selon l'intensité des incendies. Avec le temps, la canopée se serait progressivement reformée et les espèces forestières d'origine seraient réapparues sur les zones affectées.

Toutefois, cette résilience du couvert végétal s'accompagne de limites. **La forêt régénérée présente encore un déficit en espèces de 31% à 50% selon l'intensité des dommages subis.** Les nouvelles espèces (écorce fine et faible densité de bois), sont plus vulnérables aux incendies et sécheresses extrêmes. (Articles [ici](#) et [ici](#), étude disponible [ici](#))

Energie & Mines

Le Brésil avance vers la mise en place d'une politique sur les minerais critiques, dans un contexte de compétition autour des terres rares évoquée entre les Présidents Lula et Trump le 7 mai.

Le 6 mai 2026, la **Chambre des députés brésilienne a approuvé le projet de loi instituant une Politique nationale pour les minerais critiques et stratégiques (PL 2780/24)**. Ce texte, qui doit encore être approuvé par le Sénat, est attendu de longue date, alors que le Brésil, riche en minerais critiques et notamment en terres rares, ne disposait jusqu'ici d'aucun cadre légal spécifique ni de stratégie gouvernementale dédiée.

Le projet de loi prévoit la création d'un Fonds de garantie pour l'activité minière (FGAM), doté d'un plafond de 5 milliards de BRL (800 M EUR), ainsi que d'un Conseil national pour l'industrialisation des minerais critiques et stratégiques (CIMCE), chargé de mettre à jour la liste des substances concernées. Le Conseil sera également responsable de l'identification des projets prioritaires pouvant bénéficier **d'incitations fiscales**. Ces incitations, prévues à hauteur de 1 milliard de BRL (171 M EUR) par an entre 2030 et 2034, **cibleront prioritairement les activités à plus forte valeur ajoutée, notamment la transformation chimique ainsi que la fabrication de batteries et d'aimants permanents**.

Les présidents Lula et Trump ont abordé la question lors de leur rencontre du 7 mai à Washington. À l'issue de l'entretien, le président Lula a affirmé qu'il ne souhaitait pas voir le Brésil rester un simple exportateur de matières premières, réaffirmant l'ambition de développer une chaîne industrielle nationale autour des minerais critiques.

Cette déclaration intervient dans un contexte de débats autour de la souveraineté minière du pays, ravivés par l'accord signé le 20 avril dernier prévoyant **l'acquisition de 100 % de la société minière Serra Verde par l'entreprise américaine USA Rare Earth pour 2,8 milliards USD (2,4 milliards EUR)**. Serra Verde exploite, dans l'État de Goiás, la seule mine de terres rares ayant atteint la phase de production au Brésil. Toutefois, cette opération fait actuellement l'objet d'une enquête du Secrétariat général du Conseil administratif de défense économique (SG/Cade). L'autorité de concurrence cherche à déterminer si l'acquisition de Serra Verde par USA Rare Earth, ainsi que l'accord d'approvisionnement de long terme conclu entre les deux entreprises, auraient dû être soumises à l'approbation préalable du régulateur brésilien. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Feu vert pour l'éthanol de maïs brésilien dans le transport maritime, dans un contexte de forte demande liée à la crise du détroit d'Ormuz

L'éthanol de maïs brésilien franchit une étape réglementaire majeure auprès de l'Organisation Maritime Internationale (OMI). Il est devenu le premier biocarburant maritime dont l'empreinte carbone a été définie et reconnue par l'OMI. La valeur approuvée est de 20,8 gCO₂e/MJ, contre environ 93,3 gCO₂e/MJ pour le fioul maritime. Cette décision place le Brésil en position favorable dans la course aux carburants renouvelables pour le transport maritime et constitue un signal positif pour les producteurs et exportateurs brésiliens d'éthanol.

Traditionnellement dominé par la production à partir de canne à sucre, **le secteur de l'éthanol est désormais tiré par l'essor la production à partir de maïs**. Cette production devrait atteindre 11,4 milliards de litres lors de la campagne 2026/27, en hausse de 12 % par rapport au cycle précédent. L'éthanol de maïs représente aujourd'hui plus de 28 % de

l'offre brésilienne d'éthanol, contre seulement 9 % en 2020/21. Dans ce contexte de croissance, l'Agence nationale du pétrole, du gaz naturel et des biocarburants (ANP) prévoit l'entrée en opération de 16 nouvelles raffineries d'éthanol de maïs au cours des 12 prochains mois.

Cela intervient dans un contexte de forte hausse de la **demande internationale en biocarburants, alimentée par la crise du détroit d'Ormuz**. Le **Brésil, 2e producteur mondial d'éthanol, devrait connaître un fort rebond de ses exportations**, après le recul observé en 2025. Les prévisions indiquent que les volumes d'éthanol exportés pourraient plus que doubler pour la campagne actuelle, passant d'1 milliard de litres exportés en 2025 à 2,2 milliards de litres pour la campagne 2026/27. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Environnement & Climat

Dans la perspective de l'application prochaine du Règlement Déforestation de l'Union Européenne (RDUE), une nouvelle Plateforme socio-environnementale brésilienne permet de tracer les matières premières

L'Institut Sociedad, População e Natureza (ISPN) a lancé, le 27 avril, au sein de son Observatoire Socio-Environnemental, une plateforme numérique de données socio-environnementales, à l'échelle municipale et étatique, afin d'identifier les impacts locaux de la production de matières premières. **Cette initiative s'inscrit dans la perspective de l'application prochaine du Règlement Déforestation de l'Union Européenne (RDUE), qui interdit l'importation dans l'Union européenne de produits issus de zones déboisées.**

La plateforme couvre les filières soja, café, cacao, palmier à huile, caoutchouc et produits d'origine bovine. Les données depuis 2002, croisent 5 catégories : (i) Impacts environnementaux (déforestation, embargos pour déforestation illégale, incendies de forêt), (ii) Conflits sociaux (violences, conflits fonciers et liés à l'eau, travail forcé), (iii) Régimes fonciers (territoires indignes, quilombolas, aires protégées), (iv) Risques climatiques (sécurité alimentaire, eau), et (v) Production de matières premières.

La plateforme est un outil de transparence, notamment s'agissant des droits humains. Elle cartographie ainsi les violations des droits humains signalées sur le terrain. **Si une entreprise s'approvisionne dans ces zones, elle est exposée au risque d'être impliquée dans ces violations, de leur être associée ou d'y contribuer.** La carte ne documente pas la participation directe d'une entreprise donnée, mais recense le risque d'exposition à des violations des droits humains de celle-ci sur ce territoire ou cette municipalité. Elle constitue en ce sens un **instrument mobilisable pour les activités de due diligence des entreprises.** (Article [ici](#) et plateforme accessible [ici](#)).

Infrastructures & Transport

Le gouvernement Lula poursuit la transformation du système logistique brésilien avec une nouvelle série d'appels d'offre portuaires et ferroviaires

Le nouveau ministre des Transports George Santoro, qui a pris ses fonctions en mars, a annoncé, dans la continuité de son prédécesseur, de nouveaux projets de concessions et de partenariats public-privés. Les acteurs étrangers sont invités à entrer sur le marché de la logistique. **20 terminaux logistiques (de l'entreprise d'état Infra S.A.) seront mis en appel d'offres** durant l'année 2026 : 5 sont déjà qualifiés, c'est-à-dire validés administrativement par le ministère, et les 15 autres sont inscrits au programme de partenariats d'investissement (PPI).

Sur le ferroviaire, cela s'accompagne de nouvelles modalités de financement de la BNDES adaptées aux projets « greenfield » de lignes fret, comme le projet de ligne de plus de 900 km du *Ferrogrão*⁴. Ces prêts comportent (i) une durée de crédits plus importante⁵, et (ii) une suspension de paiements durant les phases initiales d'investissements sans recettes. Les concessions devraient également bénéficier d'autres sources de financement, notamment des émissions d'obligations d'infrastructure⁶ et des capitaux privés.

Ces divers projets logistiques visent notamment à renforcer la compétitivité de l'agriculture brésilienne sur le marché mondial.

Le recours aux acteurs privés via des PPP pour mener ces projets structurants permet de préserver des finances publiques aux capacités d'investissement limitées, tout en attirant capitaux et savoir-faire étrangers (Articles [ici](#), [ici](#) [ici](#) et [ici](#)).

⁴ Projet de ligne ferroviaire fret de 933 km de long entre Sinop (Mato Grosso) et le port de Miritituba (Parà), situé sur l'Amazonie, pour faciliter l'export de produits agricoles (grains notamment) du Centre-Est : [PPI](#)

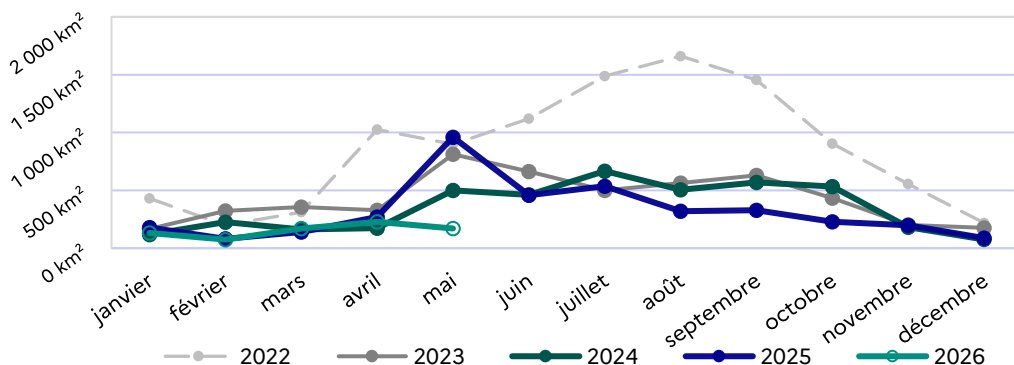
⁵ Le ministre des Transports a évoqué une durée de 50 ans minimum

⁶ Dette émise auprès d'acteurs privés pour financer les projets d'infrastructure

Suivi des alertes de déforestation

Amazonie légale

Biomes de l'Amazônia (100%), du Pantanal (40%) et du Cerrado (37%)



2026

Période du 1^{er} janvier
au 22 mai

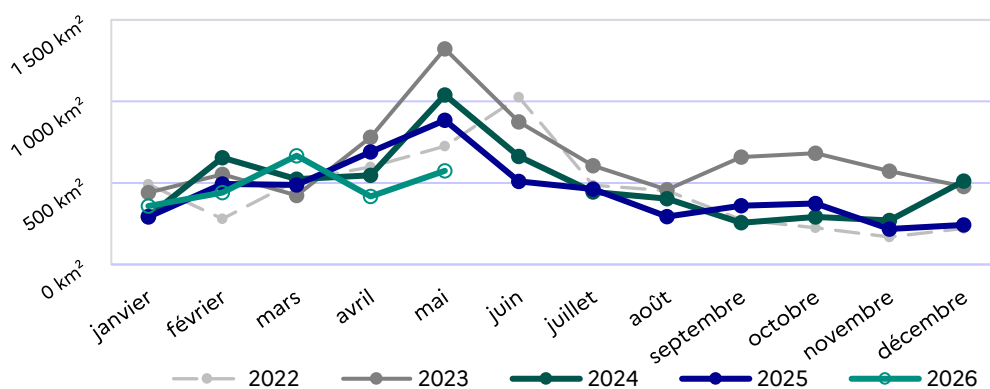
796,6 km²

-38% Par rapport à 2025

Source : Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

Cerrado

Biome du Cerrado (100%)



2026

Période du 1^{er} janvier
au 22 mai

2 458 km²

-7% Par rapport à 2025

Source : Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Philippe GASSMANN, Chef du Service économique régional de Brasília

Rédaction : Ludovic DOYENNETTE, Alexandre LAURENT, Nathalie LE PENNEC, Inès GIRARD, Amandine DUJARDIN, Léo PRADIER.

Abonnez-vous : nathalie.lepennec@dgtresor.gouv.fr